



Mai 2010 N°5

Périodique mensuel—Ne paraît pas en juillet et en août—Bruxelles X

N° d'agrégation P 304010

BELGIQUE-BELGIË

P.P.-P.B.

BRUXELLES-BRUSSEL X
BC 4910

Volon Terre

SOMMAIRE

Edito	p.2
Le mois en bref	p.2
Actualités :	p.3
<i>Chute du Gouvernement, quelles conséquences pour les ONG ?</i>	
Volontaires en action :	p.4-5
<i>Les groupes-relais de Namur, Luxembourg et Hainaut en campagne</i>	
Zoom Jeunes :	p.6
<i>Le module « Le Sud et moi », un franc succès !</i>	
Recommandations politiques communes de 13 ONG	p.7-10
<i>Paysannes et Souveraineté alimentaire, quels enjeux ?</i>	
Lu pour vous	p.11
<i>« Comment les riches détruisent la planète »</i>	
Zoom Nord	p.11
<i>Les systèmes de santé en Europe</i>	
Infos	p.12
<i>Nettoyage de printemps et Kidonaki</i>	



ENTRAIDE
et
FRATERNITE



VIVRE
ENSEMBLE
éducation



Chère Lectrice, cher Lecteur,

Nos décideurs politiques ont remis au placard le dossier BHV, *car il y a les affaires courantes et il faut gérer la CRISE !* Sage décision diront certains, mauvais choix diront d'autres. Le soufflé retombé, nous ne pouvons que constater les lourdes conséquences de ces chamailleries linguistiques. Ne nous leurrions pas, ce n'est pas parce qu'il y a une trêve, que la bataille n'a pas déjà fait de dégâts. Outre la honte que nous allons devoir subir lors de nos prochaines vacances d'été à l'étranger (c'est finalement le moindre mal), ce sont de nombreux secteurs qui sont paralysés et en attente de décisions ministérielles qui ne pourront pas être votées avant... au moins le dernier trimestre de l'année, dans le meilleur des cas ! Un premier état des lieux, pour ce qui concerne le secteur de la coopération au développement, vous est présenté en page 3.

*Laurence Clarebots
Resp. communication interne*

Le mois en bref

Le Volontariat : sans volontaires, pas d'associations !

Une Assemblée générale extraordinaire de nos associations avait été programmée pour le samedi 8 mai prochain. Elle devait être consacrée au volet "volontariat" de l'activité de nos associations. Son principe avait été décidé lors de notre AG du 6 février 2010 où nous n'avions pas pu aborder un premier rapport sur ce point en raison d'un ordre du jour trop chargé. Vous vous souviendrez que lors de la discussion du "Projet Renouveau" et de sa mise en place en 2009, il avait été décidé de consacrer un effort important à l'examen des conditions du volontariat dans nos associations et à la définition ou au renouvellement, si nécessaire, de principes clairs en cette matière. Une série de contacts du Conseil d'administration avec les régions ont été organisés fin 2009, début 2010. Le produit de ces contacts a été analysé par un groupe de travail "Volontariat", nommé par le CA, dont l'objectif était de présenter un certain nombre de résolutions à l'Assemblée générale en vue de leur opérationnalisation ultérieure.

Le groupe de travail a bien avancé, mais à ce jour les résolutions qui auraient dû être soumises à l'Assemblée générale du 8 mai ne sont pas prêtes. Dans ces conditions, et à la demande expresse du groupe de travail, il semble plus raisonnable de reporter ce débat plutôt que de réunir l'assemblée sur un travail inachevé. Cette assemblée du 8 mai est annulée, mais le groupe sera en mesure de présenter une information synthétique sur l'activité du groupe de travail "Volontariat" lors de l'Assemblée générale ordinaire du 19 juin 2010, sans que ce rapport soit alors soumis à la discussion et continuera d'approfondir son travail afin de soumettre ses conclusions et **propositions lors d'un débat avec les volontaires de l'association à la fin septembre afin de dégager des résolutions** qui seraient soumises à une Assemblée générale qui statuera sur cette matière.

*Michel Molitor,
Président de la Commission Volontariat*

Pauvreté et vieillissement

Le 27 avril, Isabelle Franck a assisté, au nom de Vivre Ensemble, à la conférence organisée par la Fondation Roi Baudouin et « Pour la solidarité » autour du thème « Pauvreté et vieillissement ».

Plusieurs centaines de personnes venues de divers horizons (politique, social, santé,...) y ont discuté en ateliers thématiques pour dégager des propositions en matière de santé, d'isolement, de logement et d'énergie, de pensions et enfin, des pistes d'amélioration de la méthode ouverte de coordination, outils européen pour la mise en œuvre des plans d'action nationaux d'inclusion sociale (PAN).

Ces propositions ont ensuite été adressées aux représentants politiques présents qui les ont commentées. Tout cela se trouvera d'ici quelques semaines sur le site de la Fondation Roi Baudouin (www.kbs-frb.be). Quant à nous, nous devrions revenir plus largement sur ce thème lors de l'une de nos prochaines campagnes d'Avent. A suivre donc, pour ce sujet qui gagnera en importance et en urgence dans les prochaines années. En attendant, lisez ou relisez notre analyse « Personnes âgées et pauvreté : mieux vaut être riche, jeune et en bonne santé ... » sur notre site

2 www.vivre-ensemble.be.

Des projets à l'étude

Suite à l'appel à projets pour Vivre Ensemble qui s'est clôturé le 15 avril dernier, les commissions de sélection des projets qui seront soutenus durant la prochaine campagne d'Avent ont commencé à se réunir dans les régions. Merci à tous les volontaires qui participent activement à ces sélections. Au mois de juin celles-ci seront clôturées.

La même procédure est entamée pour Entraide et Fraternité. Nos experts externes (volontaires) se penchent actuellement assidûment sur les dossiers qui leur ont été soumis. Les commissions donneront leurs avis dans le courant du mois de mai.

Rappelons que, tant pour EF que VE, les sélections se font sur la base de critères précis approuvés par les Conseils d'Administration.

L.C.

La chute du Gouvernement

a-t-elle des conséquences sur le travail du secteur des ONG ?

Avec la chute du Gouvernement, c'est tout le travail législatif qui est paralysé : les lois, les notes politiques, les arrêtés royaux (AR) qui doivent être délibérés en Conseil des Ministres, ... Voici quelques points d'attention.

Pour le Secteur ONG, quelles sont les conséquences ?

- ◇ La loi Coopération internationale avait fini son parcours en intercabinets et en Commission du Parlement, elle était prête pour un vote en séance plénière; ce vote ne pourra avoir lieu dans cette législature qui se termine; c'est la loi de 1999 qui reste en vigueur telle qu'amendée à quelques reprises;
- ◇ les notes politiques portant sur la coopération avec l'Afrique, la coopération dans les pays à revenus intermédiaires, ... ne pourront être achevées, approuvées;
- ◇ le projet d'AR en application de la nouvelle loi sur le Fonds belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA) ne pourra être délibéré en Conseil des Ministres;
- ◇ le projet d'AR portant sur l'Aide humanitaire, en remplacement de celui de 1996, ne pourra être délibéré en Conseil des Ministres;
- ◇ la nouvelle loi sur le développement durable ne pourra être débattue et votée en séance plénière du Parlement, et l'AR précisant la (nouvelle) composition du Conseil Fédéral du Développement Durable, dans lequel plusieurs représentants d'ONG siègent, ne pourra être délibéré en Conseil des Ministres; l'actuelle loi reste cependant en vigueur.

Et le budget 2010 ?

Le Budget 2010 est heureusement voté (on n'est pas dans la situation de 2008 !) et peut être exécuté, en tout cas dans sa plus grande partie : pour tout ce qui ne nécessite pas d'AR délibérés en Conseil des Ministres; c'est le cas pour tous les (co)financements des ONG qui sont accordés par AM (Arrêté ministériel) sur la base d'AR organiques : le Ministre signe des AM en application d'AR de 1997, 2005, 2006, 2007 (pour les fédérations).

Le paiement des plans d'action 2010 (AR1997), projets en cours (AR2006), des nouveaux projets (AR2006), des programmes triennaux (AR2006) en cours (il n'y a pas de programme triennal qui débute en 2010), peuvent se poursuivre, s'exécuter.

Les projets mis en exécution dans le cadre de la Loi sur le FBS (Fonds belge de survie) pourront être subsidiés pour les tranches suivantes sur le budget 2010.

Mais pas de nouveaux projets puisqu'ils doivent être présentés dans le cadre de la nouvelle Loi FBSA qui n'est pas votée. Les projets de synergies dans les pays cofinancés sur la base de la Nouvelle allocation de base (NAB) nécessitent un AR de cofinancement et non un AM, parce qu'il n'existe pas d'arrêté organique qui fixe les règles du jeu. Même chose pour les Allocations de Base (AB) qui fixent un budget pour la diplomatie préventive ou la prévention des conflits. Précisions sur ces 2 derniers types de projets seront demandées à la DGCD.

Et les 0,7% du PNB tant attendus et promis ?

En ce qui concerne l'atteinte du 0,7% du PNB en 2010, la chute du Gouvernement met bien entendu en danger l'atteinte de ce résultat.

Et cela pour 2 raisons :

- ◇ l'exécution complète du budget 2010 ne peut se faire sans, dans certains domaines, passer par des décisions délibérées en Conseil des Ministres,
- ◇ en raison de la croissance de 1,4% (au lieu de 0,4% estimée lors de l'élaboration du budget 2010) il manquera quelque 80 millions d'euros au budget 2010 pour atteindre ce 0,7%; cet ajustement budgétaire fait-il partie de l'ajustement examiné cette semaine? On le saura bientôt; ou bien la crise politique aura-t-elle un effet tel que la croissance s'écroulera pour revenir à des estimations plus basses ... ?

Haïti victime de BHV ?

Pour le programme de reconstruction en Haïti, le Ministre Michel a promis 20 millions d'euros, soit égal au montant de la récolte de fonds organisée par le consortium 12-12. Mais c'est pour le budget 2011.

Le Budget 2011 est en principe préparé à partir du mois d'avril dans les différents Ministères puis en inter-cabinets présidés par le Ministre du Budget. Les derniers préparatifs s'organisent après le contrôle budgétaire de la rentrée après les vacances d'été (en septembre-octobre donc). Le Parlement vote le budget en général en décembre.

Ce sera désormais l'affaire d'un nouveau Gouvernement, même si le Gouvernement Leterme II avait préparé un budget pour les 2 années 2010-2011 afin d'alléger le travail de négociations entre les différents départements.

Ce Gouvernement partira très probablement de nouvelles bases, notamment de l'impact de la crise politique sur les fondamentaux économiques et les finances de l'Etat.

Sources : Extrait de Acodev News 14/2010, article de Jean Reynaert & Etienne Van Parys

Une Campagne de Carême dont on parle encore !

Nombreuses furent les initiatives réalisées par les volontaires dans toutes les régions. Nous avons fait un rapide tour de piste en régions bruxelloise et liégeoise dans le VT précédent, sans avoir pu être exhaustifs. Aujourd'hui, nous avons le plaisir de vous présenter quelques actions mobilisatrices dans les régions de Namur, Luxembourg et Hainaut. Encore une fois, il ne nous est pas possible de rendre compte de l'entièreté des activités réalisées. Encore un très grand merci à toutes et tous !



Quelques membres du « noyau dur » du groupe relais de Namur-Luxembourg... en attente de la venue d'Adèle Sekanabo, notre témoin du Congo pour cette campagne de Carême 2010... qui est arrivée une semaine plus tard.—photo Rémi Onounga

Ciney, ville jumelée à Shabunda, d'où vient Adèle, a accueilli notre témoin en sa collégiale pour une veillée-témoignage le 15 mars. C'était déjà la dernière soirée pour Adèle, après dix jours d'animations et de rencontres durant lesquels elle a parcouru les régions de Namur et du Luxembourg. Il y avait plus de soixante personnes présentes pour l'écouter et confier dans leur prière tous ces projets de lutte pour plus de dignité. L'animatrice de Shabunda a expliqué la situation des femmes rejetées parce qu'elles sont veuves ou qu'elles ont subi des violences sexuelles. C'est entre autres avec ces femmes -là qu'Adèle travaille, parce que toute femme a le droit de vivre dignement. Parmi les participants à la soirée, Adèle a pu rencontrer Nelly, venant aussi de Shabunda mais vivant en Belgique depuis longtemps. C'est notamment elle qui a proposé que « Ciney Ville du monde » soutienne cette région de Shabunda, souvent oubliée. Et voilà des ponts qui se créent entre le Congo et la Belgique.

« J'espère pouvoir renouveler l'expérience... »



Marie-Christine Hannequart est partie cet été au Congo, avec le petit groupe de Namur-Luxembourg, à la rencontre des projets du Bureau Diocésain du diocèse de Kasongo. Educatrice de rue dans la région d'Au-

velais, c'est la première fois qu'elle a participé à la campagne d'Entraide et Fraternité. Voici ce qu'elle nous partage de cette première expérience : « Pour moi, cette campagne faisait partie d'un contrat signé lors du départ pour la RDC. Après tout ce que le groupe avait vécu sur place, il me semblait important de pouvoir témoigner d'une réalité très différente de celle que l'on connaît en Belgique ».

Un des moments de cette campagne qu'elle n'oubliera pas fut le 7 mars lors d'un concert-témoignage à Rochefort où Adèle parla des femmes et des projets du BDD. « Enfin elle était en Belgique après tout ce temps d'incertitude où elle était coincée à Kigali faute des documents administratifs adéquats. J'étais là pour lui dire à quel point je l'avais attendue et pour pouvoir la serrer dans mes bras ! »

Vivre la campagne à fond !

Pour vivre l'expérience de la campagne « en immersion » même en Belgique, « et simplement comme un juste rendu par rapport à l'accueil super chaleureux reçu en Afrique », Marie-Christine a saisi l'occasion de pouvoir accueillir

Adèle chez elle. Elle raconte que cette semaine de vie en commun lui a permis de vivre la campagne à fond.

Elle a accompagné Adèle à chacune des rencontres ou animations : des soirées-témoignages aux rencontres « caté » et animations en écoles. Grâce à ses contacts comme éducatrice de rue, elle a pu faire découvrir à Adèle différentes réalités locales et le travail de lutte contre la pauvreté qui est mené en Belgique, en particulier du côté d'Auvelais et Tamines. Adèle a pu échanger avec des femmes en réinsertion professionnelle, découvrir un lieu de convivialité comme « La Ruche » (l'idée du bar à soupe) et poser de nombreuses questions à la directrice du planning familial de Tamines.

A part toutes ces rencontres, Marie-Christine ajoute « qu'accueillir quelqu'un chez soi, c'est aussi vivre des moments de complicité particuliers, entendre les questions et les demandes de la personne et essayer d'y répondre comme on peut. »

Une expérience humaine qui ne laisse pas indifférente.

Pour Marie-Christine, la participation à la campagne d'Entraide et Fraternité lui a permis de mieux connaître le travail de l'ONG et de rencontrer des bénévoles engagés, particulièrement en paroisse : « des personnes sans qui Entraide et Fraternité ne pourrait pas vivre ! »

Laissons-lui donc le mot de la fin : « On ne peut plus être tout à fait la même après une expérience humaine comme celle-là, que se soit en Afrique ou en Belgique. J'ignore quel pourra être mon investissement en 2011 mais il existera d'une manière où d'une autre ».

Propos recueillis par Hélène Errebault
Coordinatrice Namur



Quelques membres du « noyau dur » du groupe-relais de la région du Hainaut, accompagnés de Nunu et Eugène, nos invités partenaires pour cette campagne 2010—Photo Rémi Onounga



Photo EF

Un bon nombre d'animations se sont déroulées avec des publics très différents : ci-contre à l'école de la Croix à Momignies, niveau primaire.



Photo EF

Ci-contre : Animation à la Maison Africaine de Fleurus

Ci-dessous, animation à Fleurus, à partir de la tapisserie avec un groupe catéchétique



Photo EF

Les JCR consacrent un weekend (17-18 mars) à Entraide et Fraternité

Samedi 17 mars, les jeunes d'une équipe JCR (Jeunes Chrétiens en Route) se sont mis au travail comme depuis déjà 4 ans. Ils ont confectionné des gâteaux, des tartes, des cookies au profit de l'effort de carême pour « Entraide et Fraternité » et plus spécialement pour le Rwanda.

Deux semaines avant, ils avaient participé à l'après-midi témoignage d'Eugène, venant du Rwanda. Il leur avait parlé des « prêts-vache » ainsi que de la vie des pauvres parmi les pauvres de son pays.

Eugène les a appelés à être témoins de ce qu'ils avaient entendu : « *Malgré la misère, et avec l'aide des pays du Nord, des hommes et des femmes relèvent la tête.* »

En participant à cette opération « gâteaux », les jeunes ont décidé d'être non seulement TEMOINS mais aussi ACTEURS.

La vente a été un véritable succès puisque 398,8 euros ont été récoltés pour le partenaire du Rwanda. C'est un nouveau record pour cette action !

Merci aux jeunes pour leur investissement, leur productivité et leur motivation. Certains d'entre eux ont même été présents aux 2 messes.

Merci aux parents des jeunes qui ont fourni une partie des ingrédients.

Merci à vous tous pour vos achats et à l'année prochaine !

Catherine et Jean-Michel
Parents JCR de l'équipe

Une attention particulière pour Haïti

Partis en Haïti en 1991 en tant que scout, encadrés par Michel Decarpentrie, alors vicaire à Soignies, nous étions une bande de jeunes prêts à construire un dispensaire et à partager la vie de scouts haïtiens. Travail accompli, choc culturel assuré et revenus marqués par le sud à tout jamais... Chaque année, nous nous retrouvons pour manger ensemble un riz pois et un poulet griot ...en partageant nos souvenirs.

Cette année, vu les événements, nous avons voulu ouvrir notre repas et en faire un repas solidaire. Nous aurions pu tous faire un versement de 100 euros mais nous avons voulu nous mouiller comme par le passé. C'est ainsi que le 28 mars à Stambruges dans le Hainaut, nous avons organisé ce repas. Apéro, repas créole et salade de fruits.

Présentation de la situation, présentation de projets soutenus par Entraide et Fraternité et une animation « à La Découverte de Haïti par des objets » pour tous nos petits.

Nous avons pu récolter 1000 euros.

1000 euros pour la reconstruction, pour demain, pour l'espoir d'un avenir meilleur. Rien que mille euros mais avec, comme beaucoup d'autres, toute notre bonne volonté.

Le groupe Haïti 91

NDLR : Toute l'équipe vous remercie pour votre engagement.... ..Et mille euros, c'est beaucoup d'argent en Haïti !

Chaque secteur de l'association a tracé sa feuille de route pour l'année. Pour le secteur Jeunes, les objectifs que nous nous étions donnés étaient que 7 classes aient suivi le module « Le Sud et moi » qui est l'outil phare pour les 5e et les 6e secondaires) et que ces dernières aillent jusqu'à mobiliser leur école autour d'une action centrale.

Ce dernier défi ne peut être réalisé sans la motivation des enseignants accompagnateurs du projet, des élèves touchés et suffisamment sensibilisés pour qu'ils aient envie d'agir au nom d'un projet commun. Bien sûr il est essentiel que la direction de l'école soit suffisamment ouverte et disposée à accepter quelques chamboulements dans le programme !

Finalement, au terme de ce Carême, ce ne sont pas moins de 13 classes qui se sont mobilisées autour du thème de l'agriculture paysanne ou autour du thème de l'eau. Comment ? En faisant de la récolte de fonds comme au Sacré-Cœur de Pâturage, en préparant des postes de réflexion autour de la thématique lors du Chemin de croix de la solidarité comme à Flône, en organisant une exposition dans l'école comme à Pie X à Chatelineau et à Virton au collège Notre-Dame du Bon Lieu ou encore en passant dans les autres classes pour motiver des élèves à partager le repas bol de riz pendant la présentation du projet de notre partenaire.

Des jeunes qui *se bougent* et se sentent responsables de la solidarité : c'est comme du bon terreau prêt à accueillir de nouvelles graines, de nouveaux projets, pour un changement de comportement et de mentalité. C'est cela l'éducation au développement.

Merci à tous : professeurs, élèves, directeurs d'école, d'avoir accepté de nous suivre dans le cheminement que nous vous avons proposé.

*Dolorès Fourneau,
Animation Jeunes*

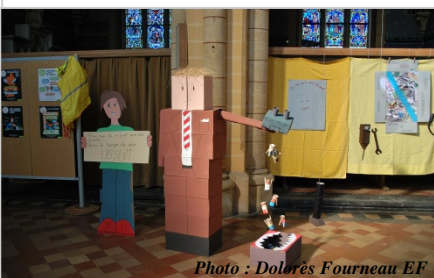
A Virton, un collège se mobilise

Dominique Richard, enseignante, fait bouger ses élèves ! Après avoir suivi la formation sur le module « Le Sud et moi » Dominique a mis en place, avec ses élèves, les activités de réflexion proposées.

Ensuite, Eugène, un partenaire d'Entraide et Fraternité venu du Rwanda, rencontre pendant deux heures les élèves de 4^e, 5^e et 6^e secondaires. Il leur explique avec passion son travail au sein de **Aprojumap**, une association qui travaille avec les plus démunis et qui leur propose des solutions simples mais efficaces pour s'en sortir : un « crédit-vaches » pour améliorer les capacités économiques de ces familles, un crédit « porte-monnaie » pour faire face aux urgences financières,...

Le thème de l'accès à l'eau intéresse les élèves, et ils projettent de monter une exposition sur ce sujet dans l'école. « Photos d'art » au Burkina Faso, « l'eau consommation quotidienne »,... « l'eau une histoire d'argent »....

Les 15 premiers jours du mois de mars, cette classe de rhétorique est en action : il faut se préparer à guider l'expo pour les autres classes, comprendre tous les enjeux, même ceux que l'on a pas préparés soi-même. Echange de savoirs, de techniques, saupoudré de stress et les voilà fin prêts pour accueillir, comme au musée, ces centaines de jeunes qui paient leur entrée 1€ pour la solidarité.



Expo 8 mars Collège Notre-Dame du Bon Lieu-Virton

Un projet d'envergure qui passe de l'information à l'action en passant par l'éducation.

Un voyage qui m'a donné envie d'agir



Aurélie Hannard a 21 ans et est étudiante. Elle a fait partie du groupe-relais qui s'est rendu à Shabunda au Congo l'été dernier. C'est là qu'elle a fait la connaissance d'Adèle Sekanabo « qui s'est investie comme une vrai maman, malgré ses lourdes charges familiales ».

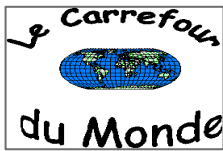
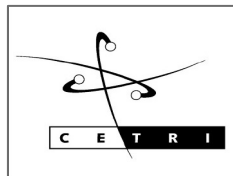
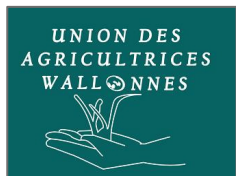
Depuis son retour en Belgique, Aurélie a souhaité s'investir à sa manière et a participé à l'organisation d'un souper à Rochefort. Elle a aussi témoigné de son expérience dans des églises lors de la messe des enfants. « Grâce au fait que je sois allée sur place, les enfants se sont vraiment intéressés à mon récit et ont posé beaucoup de questions. Ils ont comparé les situations des enfants d'ici et de là-bas ».

« Partir en voyage-relais, ce n'est pas un voyage comme les autres. Non seulement nous avons été bien préparés, mais surtout, au retour, Entraide et Fraternité nous invite à continuer à réfléchir sur des problématiques qui touchent directement les populations qui nous avons visitées. Mieux comprendre nous donne aussi envie de nous investir »

Aurélie a pris conscience que nous vivons ici, en Belgique, dans un luxe incroyable. Une telle différence de conditions de vie n'est pas juste. Il faut que cela se sache et proposer des pistes concrètes d'actions.

C'est avec beaucoup de joie qu'Aurélie a revu Adèle. Elle aussi a souhaité l'accueillir avec la même disponibilité et lui rendre son séjour le plus agréable possible malgré le froid qui s'est abattu sur la Belgique ces dernières semaines !

*Propos recueillis par
L.C.*



RECOMMANDATIONS POLITIQUES COMMUNES

Paysannes et souveraineté alimentaire : quels enjeux ?

Hôtel de Ville de Mons
5 mars 2010



Introduction

Aux yeux du monde politique et associatif, l'importance du rôle des femmes dans la sécurité alimentaire des familles au Sud n'est plus à démontrer. Cependant, les femmes bénéficient généralement de moindres droits en cette matière par rapport aux hommes (comme par exemple l'accès et le contrôle de la terre, ou encore la sécurité de la garder, l'accès aux moyens de production etc.). Au sein des familles, elles ne bénéficient pas nécessairement de la même qualité nutritionnelle que les hommes : soit la nourriture n'est pas distribuée équitablement, soit des tabous alimentaires limitent fortement l'accès des femmes (notamment la femme enceinte) à certains aliments de haute valeur alimentaire.

Face à ces difficultés, force est de constater que peu de changements sont réels sur le terrain, principalement en raison d'un manque de soutien aux stratégies de souveraineté alimentaire en général, et à celles voulues par les agricultrices en particulier.

Aussi, nous proposons une série de recommandations que nous espérons voir appuyées et relayées au sein des politiques mises en œuvre par les différents niveaux de pouvoir belges mettant en place ou soutenant des projets de coopération internationale.

De manière générale

Il n'est pas acceptable que les politiques belges et européennes aient un impact négatif sur la situation précaire de l'agriculture dans les pays pauvres. Aussi, nous recommandons de :

- renforcer la cohérence entre les politiques agricoles, commerciales, environnementales et de coopération belges et européennes au développement autour du principe affirmant la primauté des droits humains économiques et politiques - dont le droit à l'alimentation et l'égalité des sexes - sur les intérêts exclusivement commerciaux axés sur la croissance ;
- renforcer les organisations de femmes et les organisations paysannes prenant en compte les intérêts spécifiques des paysannes.

Au niveau communal

Dans le cadre des politiques de relations Nord-Sud et de coopération décentralisée (jumelage), soutenir en priorité des projets qui :

- ont pour objectif de renforcer les capacités des paysannes et des organisations paysannes en matière d'alphabétisation fonctionnelle (informations sur les droits, institutions, infrastructures d'appui, techniques culturelles et commerciales, etc.). Le contenu et l'organisation pratique des programmes de formations mis en œuvre doivent tenir compte des contraintes spécifiques des paysannes (emploi du temps, mobilité, etc.).
- impliquent de manière participative les autorités locales publiques et religieuses afin qu'elles œuvrent à l'élimination des obstacles freinant les stratégies de sécurité/souveraineté alimentaires mises en place par les femmes (entraves culturelles à l'accès aux ressources - dont la mobilité -, aux droits fondamentaux - dont l'alimentation).

Au niveau provincial

Soutenir en priorité des projets qui ont pour objectif de renforcer, en particulier dans les médias, la visibilité du rôle économique et agricole des femmes. Ces projets devraient être planifiés autour de deux activités :

- Coordonner la récolte et la diffusion de données sexo-spécifiques sur les activités économiques et agricoles locales
- Former, informer et sensibiliser les populations locales sur :
 - ◇ Les rapports de genre ;
 - ◇ Les bonnes pratiques nutritionnelles ;
 - ◇ Le fonctionnement des services techniques de l'Etat ;
 - ◇ Le cadre législatif national (lois et droits) ;
 - ◇ Le contexte micro-, meso- et macro-économique ;
 - ◇ Les enjeux politiques de la sécurité alimentaire.

Au niveau régional

Afin de favoriser l'élaboration de constats, d'analyses et de recommandations communes aux paysans et aux paysannes du Nord et du Sud sur les thèmes de la souveraineté alimentaire et des rapports de genre :

- Soutenir toujours davantage les rencontres mixtes entre groupes professionnels de l'agriculture paysanne et familiale du Nord et du Sud (par exemple entre syndicats agricoles mixtes et entre organisations paysannes féminines, entre instituts de recherche).
- Promouvoir et soutenir en Wallonie la conversion du modèle productiviste vers une agriculture paysanne et familiale durable, respectueuse de l'environnement et de la biodiversité, notamment en :
 - ◇ octroyant à ce secteur un meilleur accès aux subsides ;
 - ◇ en privilégiant la distribution de l'alimentation au travers de circuits courts (quotas minima de produits locaux dans la grande distribution) ;
 - ◇ en soutenant le développement d'activités de transformation favorisant le maintien des plus-values chez les producteurs/trices.

Au niveau de la Communauté française

Afin d'apporter durablement une aide aux victimes de violence sexuelle et de limiter l'exode rural, appuyer le développement et le renforcement des capacités des femmes agricultrices victimes de violences sexuelles, notamment en octroyant plus de moyens aux associations de la société civile villageoise.

Soutenir financièrement la participation effective des femmes rurales à la mobilisation politique autour des rapports de genre dans leur région (mobilité), notamment en aidant les femmes vivant en zone rurale à rejoindre les villes où sont généralement centralisées les activités de la Marche Mondiale des Femmes.

Au niveau fédéral (agriculture et recherche scientifique)

De manière systématique, s'assurer que dans les recherches, diagnostics et collectes de données, toutes les informations soient différenciées par sexe et prennent en compte les questions spécifiques liées aux rapports de genre (violence, accès et contrôle des ressources, accès aux aliments, identification des discriminations alimentaires, répartition de la diète alimentaire au sein de la famille, identification des pratiques coutumières favorables et défavorables aux femmes etc.).

Ceci nécessite de réaliser des recherches-actions qui tiennent compte des spécificités des hommes et des femmes notamment sur :

- Les rôles des hommes et des femmes dans l'agriculture ;
- Les cultures vivrières durables ;
- L'accès et le contrôle des ressources et des bénéfices ;
- La production et la conservation de semences ;
- L'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire ;
- L'impact des politiques de coopération sur la sécurité et la souveraineté alimentaire (aide d'urgence et humanitaire).

Au niveau fédéral

(Coopération au développement)

Nous accueillons et suivons avec intérêt la priorité donnée par le Ministre de la Coopération au développement, dans sa note politique pour l'année 2010, au respect des engagements pris par les pays africains de relever jusqu'à 10% la part de leur budget destinée à l'agriculture (Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique, 2003).

Afin de renforcer la prise en compte du genre par les Etats du Sud dans leurs stratégies de souveraineté alimentaire, la Coopération belge se doit de :

- Appuyer l'intégration de la femme dans les structures de pouvoir ainsi que sa participation effective au développement rural et aux stratégies de sécurité alimentaire ;
- Veiller à la prise en compte de la dimension du genre lors de l'élaboration des budgets (*genderbudgetting*) des ministères techniques concernés (Agriculture, Economie/Finances, Développement rural, Environnement) ;
- Donner des moyens budgétaires adéquats au Ministère en charge du Genre pour la mise en œuvre de sa politique.

Au niveau de l'Union européenne

En vue de renforcer la prise en compte du genre par les Etats du Sud dans leurs stratégies de souveraineté alimentaire, le Parlement européen devrait interpeller la Commission afin de :

- Veiller à ce que les politiques agricoles et alimentaires défendent une agriculture familiale durable à partir des besoins des différents acteurs et actrices. ;
- Examiner et réorienter les politiques nationales agricoles et environnementales afin qu'elles prennent en compte le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire et réduire leurs contraintes.
- Réguler la filière (chaîne) agroalimentaire afin de protéger une agriculture locale dans les pays où la sécurité alimentaire n'est pas assurée ;
- Renforcer le pouvoir politique des Etats pour réguler les marchés afin de garantir le droit à l'alimentation et des prix rémunérateurs et stables pour les producteurs et les productrices dans un contexte de forte volatilité et de défis climatiques ;
- Respecter les engagements signés sur le plan international, comme par exemple la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (adoptée par l'ONU en 1979).

Vous l'aurez constaté, la campagne de Carême fut également politique : « Elles recommandent, nous recommandons »

Passons en revue les diverses activités politiques qui ont été menées durant cette campagne de Carême : Des partenaires du Sud d'E&F y ont été impliqués. Deux événements politiques régionaux ont eu lieu.

A l'initiative d'E&F, le café politique de Louvain-la-Neuve (3 mars, café « The Black Friars ») a été coorganisé par Le Monde selon les Femmes, la Commission Justice et Paix (national et régional), Vie Féminine et l'ONG Impacts Sud. Des revendications communes ont été élaborées et présentées aux décideurs.

Ceux-ci avaient été choisis en fonction de leur niveau d'action et de leurs compétences spécifiques. Ils ont tous répondu à l'invitation : Sabine Laruelle, Ministre fédérale de l'Agriculture, Isabelle Damoiseau-Delnoy, Assistante du Député européen Marco Tarabella membre de la Commission Agriculture et Développement Rural, Catherine Delaunoy, Attachée au Cabinet de Benoît Lutgen, Ministre régional de l'Agriculture, Alain Trussart, Député provincial du Brabant wallon en charge de la Coopération au développement et de l'Egalité des chances, Monique Misenga, Conseillère communale à la ville d'Ottignies-Louvain-la-Neuve.

Les témoignages de deux partenaires du Sud - Pascasie Kana (Secrétaire générale de l'OAP Burundi) et Julienne Baseke (Chargée de programme chez AFEM/Sud Kivu en RDC) - ont illustré et confirmé le contenu des revendications. Une soixantaine de personnes étaient présentes parmi lesquelles des représentants du Collectif des Femmes de LLN, de l'Union des Agricultrices Wallonnes, de kots à projets ainsi que des étudiants et sympathisants.

Ces revendications ont été également servi de référence pour la table ronde politique de Mons (Hôtel de Ville, 5 mars) coorganisée par E&F et l'asbl Carrefour du Monde.

Les décideurs présents, tous députés fédéraux - Juliette Boulet-Ecolo-, Françoise Colinia –MR-, Catherine Fonck – CDH-, Eric Thiebaut –PS- ont aussi eu l'occasion d'écouter les témoignages illustratifs des partenaires du Sud : Pascasie Kana (Burundi) et Nunu Salufa (RDC).

Suite à cet événement, les revendications ont constitué la base argumentaire pour la réalisation d'une Résolution parlementaire proposée par les quatre députés fédéraux présents sous la direction de Juliette Boulet.

Cette Résolution devrait être proposée avant la Présidence belge de l'Union européenne.

Signalons également les participations et interventions orales de nos partenaires Pascasie Kana et Adèle Sekanabo lors de la Marche Mondiale des Femmes à Bruxelles (6 mars) au cours de laquelle des décideurs étaient présents.

*Carmelina Carracillo
Resp. Secteur Politique*

Pour inaugurer la série d'analyses 2010, un texte plus théorique, mais néanmoins intéressant. Nous connaissons bien notre propre système de santé ; nous avons entendu parler du combat de Barack Obama pour offrir aux 46 millions de citoyens américains qui en sont dépourvus une couverture en matière de soins de santé,... Nous savons aussi que notre sécurité sociale va devoir s'adapter notamment au vieillissement de la population et aux progrès technologiques qui rendent les soins plus chers...

Mais qu'en est-il dans les autres pays européens ? Cette analyse le montre : ils ne sont pas tous coulés dans le même moule. Les uns sont classés comme « bismarckiens », d'autres « beveridgiens »,... d'autres encore sont un mélange des deux... Sans oublier les nouveaux pays membres de l'UE qui alimentent encore cette diversité. Ces quelques pages permettent d'y voir clair sans attraper la migraine. Elles permettent aussi de rappeler quel est le rôle joué par l'UE dans un domaine qui relève largement de la compétence des Etats membres.

Cette analyse est à découvrir sur notre site www.vivre-ensemble.be. Vous pouvez obtenir une ou des copies papier en téléphonant au 02 227 66 80 ou en envoyant un courriel à isabelle.franck@entraide.be

« Comment les riches détruisent la planète »

Hervé Kempf, Le Seuil, 2007.

Lu pour vous !

C'est un petit livre (125 pages en « Poche ») facile à lire, mais qui donne à penser.

Il commence par un bref tour d'horizon de la catastrophe écologique qui est en marche. Il continue par un lien entre cette catastrophe écologique et l'aggravation de la pauvreté, insistant sur la nécessité de lier, au niveau politique, l'écologique et le social - ce qui n'a pas été assez fait jusqu'à présent.



En matière de pauvreté, Hervé Kempf constate que « la pauvreté n'est plus une sorte de domaine séparé de la société, un enfer bien délimité et regrettable : c'est tout le corps social qui est entraîné dans un cycle de fragilisation ». A ce sujet, nous vous conseillons aussi vivement la lecture de « Le Quai de Ouistreham », de la journaliste Florence Aubenas.

S'il y a de plus en plus de pauvres, il y a aussi des riches de plus en plus riches, ceux que l'auteur appelle « la secte mondiale des goinfres goulus ». Leurs richesses ne sont pas le résultat d'un travail productif hors du commun, mais d'une « constante redistribution de la richesse collective du bas vers le haut au moyen de l'abaissement des impôts sur les riches et de la distribution de nouveaux privilèges aux milieux d'affaires, tout en détruisant les mécanismes sociaux créés après la seconde guerre mondiale ». Et de souligner le rôle primordial des paradis fiscaux dans ce qu'il faut bien appeler un gigantesque détournement de fonds.

Ces hyper-riches, qui se prennent pour une nouvelle aristocratie mondiale, se livrent une concurrence féroce en matière de luxe et de dépenses somptuaires : villas, yachts, avions, musées privés, vols à bord de stations spatiales,... rien ne les arrête, et surtout pas les dégâts écologiques causés par leur folie consummatrice.

Car ces dégâts ne sont pas anecdotiques. Pour le prouver, l'auteur se réfère aux travaux de Th. Veblen, penseur américain du XIX^e siècle.

Celui-ci montre comment la classe supérieure définit le mode de vie de son époque, chaque couche de la société cherchant à imiter la couche directement supérieure. Les conséquences de cette surenchère consumériste sur l'environnement sont dès lors faciles à deviner.

La conclusion s'impose : la croissance matérielle, présentée – écoutez nos politiques ! – comme seule issue à la crise économique que nous connaissons, n'est pas la solution. Tout au plus une fuite en avant, les yeux bandés. Rares sont pourtant les économistes - et encore plus les politiques - à oser la remettre en question. Notamment parce qu'elle est le fondement du système capitaliste, garant des privilèges des « hyper-riches ». Tant que l'enrichissement matériel infini semblera souhaitable à la majorité, leur richesse ne sera pas réellement remise en question.

Kempf montre également que le capitalisme n'a plus besoin de la démocratie, qu'il a du reste déjà largement « grignotée ». Susan George le disait déjà en 1998 dans notre vidéo « Stop à la spéculation », parlant, au sujet de la démocratie, d'une « coquille vide ».

Le remède ? Il est urgent : revitaliser la démocratie, relégitimer le souci du bien public, réanimer l'idée du destin collectif.

Ce petit livre se termine par un épilogue savoureux et instructif : un dialogue dans un imaginaire « café du commerce », entre les auteurs rencontrés par Hervé Kempf au fil de ses recherches.

Vous l'aurez compris : ce livre est à acquérir d'urgence (pour la modique somme de 6€) chez le libraire le plus proche. Il est à lire et à offrir sans modération. Même s'il donne parfois froid dans le dos, il incite à continuer à agir avec une énergie redoublée...

Isabelle Franck

Nettoyage de printemps, de la cave au grenier, c'est le moment de faire un tri solidaire !

www.kidonaki.be

Deux projets d'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ & ACTION VIVRE ENSEMBLE peuvent être soutenus grâce au site de vente en ligne www.kidonaki.be. Le principe est simple : vous vendez vos anciens objets (en état correct) et le prix de vente servira totalement à financer nos projets.

Voici les projets que vous pouvez soutenir :

ENTRAIDE ET FRATERNITÉ : SOUTENIR LES AGRICULTEURS MALGACHES



Garantir une alimentation de qualité à 17 000 personnes.

Actuellement, dans la région du Vakinankaratra, au Sud d'Antananarivo, seule une personnes sur trois dispose de vivres toute l'année ! Nous intervenons dans 85 villages de cette région pendant trois ans pour faire passer de 35 à 70 % le nombre de personnes qui disposent de vivres toute l'année. Notre objectif est d'augmenter en 3 ans la production de riz et de maïs de 40% et nous avons besoin pour cela de 16 000€.

Nos principales actions sont :

La réhabilitation et la construction de 10 barrages et canaux d'irrigations pour améliorer la maîtrise de l'eau dans les cultures.

L'installation de champs et de fermes écoles afin de transférer des savoir-faire par la pratique et de vulgariser les techniques de culture dans les villages.

Soutenez ce projet : <http://www.kidonaki.be/-Aide-a-la-production-agricole-pour-.html>

ACTION VIVRE ENSEMBLE : ACCOMPAGNER DES PERSONNES EN SITUATION PRÉCAIRE



Le manque de moyens, un logement dégradé, un environnement malsain sont les principales causes de maladie. Mais ce sont des causes que l'on peut combattre. Grâce à votre achat au profit d'Action Vivre Ensemble sur le site Kidonaki, vous lutterez pour améliorer la santé des Belges en situation précaire. La santé dépend à 65% des conditions de vie. Nous agissons à travers 86 projets partout en Belgique francophone et germanophone.

Nous soutenons par exemple « les amis d'accompagner » à Bruxelles, qui accompagnent des personnes en grande difficulté dans leurs démarches administratives notamment. Le but étant d'atteindre l'autonomie de ces personnes et de leur donner éventuellement l'envie d'eux-mêmes accompagner à leur tour des personnes en difficultés.

Soutenez ce projet : <http://www.kidonaki.be/-Accompagnement-des-personnes-en-.html>

Périodique mensuel édité par

VIVRE ENSEMBLE ÉDUCATION asbl et ENTRAIDE & FRATERNITÉ asbl

Editeur responsable : Angelo Simonazzi

Avec le soutien de la Communauté française

et de la Direction générale de la coopération au développement (DGCD)



Siège central :

32 rue du Gouvernement provisoire

1000 Bruxelles

Tél. : 02 227 66 80—Fax. : 02/217 32 59

Courriel : entraide@entraide.be

E&F – CCP 000-0000034-34

AVE – CCP 068-2000009-90

(Attestation fiscale pour tout don à partir de 30 €)

Centres régionaux :

Bruxelles : 02 533 29 58

Brabant wallon : 010 23 52 64

Namur /Lux : 081 41 41 22

Liège : 04 229 79 46

Tournai : 0473/310.231

Charleroi : 071 32 77 42

Eupen : 087 55 50 32

Animation Jeunes :

François Letocart :

0473/310.218

Dolorès Fourneau :

0473/310.520